



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ACCUSE DE RECEPTION EN DATE DU 15/03/2021

Votre annonce n°21-27647 est maintenant prise en compte par la Direction de l'information légale et administrative.

Cette annonce n'est plus modifiable.
Les corrections ou annulation éventuelles devront faire l'objet d'un avis rectificatif ou d'annulation après la publication de l'avis au BOAMP.



Attention cet aperçu ne reflète que votre saisie et n'est accessible qu'à partir de ce porte feuille.
Dès publication de cet avis sur le site BOAMP.fr et/ou au JOUE, il vous appartient de vérifier si l'avis officiel diffusé correspond bien à la saisie ci-dessous (adresse du site de diffusion des annonces : <http://www.boamp.fr>).
En cas de non conformité, il vous appartient de publier un avis rectificatif de l'avis initial dans les délais réglementaires.
> [Contact client](#)

F1 - Formulaire Avis de marché

Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : 25
Annonce No 21-27647
Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Grand Besançon Métropole.
Correspondant : anne VIGNOT, Présidente, 4 rue Gabriel Plançon 25053 Besançon, tél. : 03-81-87-88-89,
courriel : agglomeration@grandbesancon.fr adresse internet : <https://www.grandbesancon.fr/>.
Adresse internet du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr/>.
Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.
Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur : Services généraux des administrations publiques.

Objet du marché : **accompagnement à la Création d'une Coopérative du Numérique : Planoise, quartier d'excellence numérique.**

Catégorie de services : 27.
CPV - Objet principal : 71241000.
Lieu d'exécution : besançon, 25000 Besançon.
Code NUTS : FRC21.

L'avis implique un marché public.

Caractéristiques principales :

le présent marché vise à accompagner les promoteurs du projet dont Grand Besançon Métropole dès la phase de conception du bâtiment qui abritera la Coopérative du Numérique, jusqu'à l'ouverture du tiers-lieu.
Le prestataire ayant une compétence reconnue dans le numérique et connaissant bien l'écosystème local devra remplir les missions suivantes :

- Accompagner le projet de création de la coopérative, contribution à la définition des besoins de la profession.
- Conseiller sur les futurs usages et fonctionnalités du lieu, afin qu'ils soient intégrés au plus tôt.
- Animer le " noyau dur " des futurs utilisateurs locaux, élargir ce groupe, s'assurer que leurs attentes soient bien prises en compte.
- Amorcer ainsi une communauté pionnière pour le futur lieu.
- Proposer un mode d'exploitation du lieu en phase avec les attentes de cette communauté, et identifier la ou les structures qui pourraient y contribuer.
- Proposer des actions complémentaires visant à favoriser la structuration de la filière numérique

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : Estimation de la valeur (H.T.) : 90 000 euros.

Options : descriptions concernant les achats complémentaires : possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Refus des variantes.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : non.

Prestations divisées en lots : non.

Durée du marché ou délai d'exécution : 24 mois à compter de la notification du marché.

Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services) : 3 juin 2021.

Cautionnement et garanties exigés : constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : prestations réglées par des prix forfaitaires. Délai global de paiement : 30 jours. Financement par ressources propres.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Conditions de participation :

La prestation n'est pas réservée à une profession particulière.

Marché réservé : non.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après);

- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché,

réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;

- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;

- Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché;

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- prix des prestations : 40 %;

- valeur technique : 60 %.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 30 avril 2021, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur www.marches-securises.fr. Les modalités de transmission des plis par voie électronique sont définies dans le règlement de consultation.

La candidature peut être présentée soit sous la forme des formulaires Dc1 et Dc2 (disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr), soit sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (Dume).

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 15 mars 2021.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Besançon 30 rue Charles Nodier 25044 Besançon Cedex 3, tél. : 03-81-82-60-00, courriel : greffe.ta-besancon@juradm.fr adresse internet : <http://besancon.tribunal-administratif.fr/>.

Organe chargé des procédures de médiation : Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends 10 rue du Préfet Claude Erignac 54038 Nancy Cedex, tél. : 03-83-34-25-65.

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : référé précontractuel (art. L. 551-1 et suivants du C.J.A. Pour les pouvoirs adjudicateurs et art. L 551-5 et suivants pour les entités adjudicatrices) ; - référé contractuel (art. L. 551-13 et suivants du C.J.A.) ; - recours en contestation de validité du contrat (jurisprudence " Tarn-Et-Garonne ", qui peut être exercé par les tiers au contrat, sans considération de leur qualité, dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées).

Mots descripteurs : Etude, Ingénierie.

Eléments de facturation :

Classe de profil : Autres organismes publics

Siret : 24250036100017

Libellé de la facture : Grand Besançon Métropole Grand Besançon Métropole 4 Gabriel Plançon 25043 Besançon

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 30 avril 2021

Objet de l'avis : Accompagnement à la création d'une Coopérative du Numérique : Planoise, quartier d'excellence numérique

Nom de l'organisme : Grand Besançon Métropole

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun

